



NOTE DEVELOPPEMENT DURABLE

PRESENTEE AU CONSEIL AGL DU 3 DECEMBRE 2013

1. Introduction contextualisante

1.1. Pourquoi une note ?

La préoccupation du développement durable a été présente en filigrane dans le travail de l'Assemblée Générale des étudiants de Louvain depuis de nombreuses années, au sein du Conseil AGL et des commissions cadre de vie, puis développement durable et ouverture sociétale. Certaines notes de l'AGL ont d'ailleurs déjà mis cette préoccupation en exergue¹. Le DD est donc, en pratique, au cœur du travail de l'AGL depuis plusieurs années, et ce alors qu'il n'existe pas de texte d'orientation pour baliser de manière précise sa vision et son travail. L'objectif que poursuit la présente note est donc de fournir à l'AGL un cadre clair dans lequel évoluer en matière de développement durable. Avant toute chose, nous commencerons par expliquer notre définition du "développement durable", et pourquoi un tel domaine doit faire partie de nos préoccupations.

1.2. Contexte

A l'aube du troisième millénaire, nous vivons dans un monde profondément bouleversé et traversé par une pluralité de crises. Pour ne citer que les principales, notre génération d'étudiants est confrontée aujourd'hui - et sera probablement encore confrontée demain - à une profonde crise économique, qui a fait l'actualité ces dernières années; à une crise écologique, qui s'accroît profondément; à une crise sociale, marquée par une montée des inégalités et la déstructuration du tissu social; ainsi qu'à une crise anthropologique, marquée par un manque de questionnement sur le sens de l'existence due en partie à la montée d'un consumérisme qui n'est pas suffisamment remis en question.

C'est dans ce contexte que l'AGL, dans sa mission de représentation et de défense des étudiants, doit se construire sa vision de l'enseignement, de l'Université, et de la société. Année après année, celle-ci a fait le choix de prendre en considération dans ses réflexions des enjeux qui dépassent le strict cadre de l'UCL, et qui ne concernent pas uniquement les étudiants, selon la maxime "Agir local, penser global". Et ce, sans pour autant mettre de côté les questions liées directement à l'enseignement ou à la vie sur les campus, mais bien afin de se construire une approche sur plusieurs niveaux, d'aborder ces questions avec un regard global, et de ne pas se laisser enfermer dans des cadres que d'autres ont construits en amont. Le développement durable fait partie de ces questions.

Dès lors, en tant que représentants d'une partie de la jeunesse et donc des adultes de demain, peut-on accepter sans prendre position les réalités qui sont celles de notre société du XXI^e siècle ? Quelles sont ces réalités ? Le chômage est en augmentation dans de nombreux pays d'Europe², précarisant une part croissante de la population, à fortiori les jeunes qui sont les premiers touchés

¹ Note sur la politique en matière d'achats à l'UCL, approuvée lors du conseil AGL du 13/12/2011 : http://www.aglouvain.be/site/attachments/381_Annexe%205%20-%20Note_Achat_DD.pdf

² Même s'il est stable à 11% en Région Wallonne et à 16.% en Région bruxelloise (Statbel 2013).

avec plus d'un jeune sur quatre au chômage en Communauté française³. Au-delà de la question du chômage, les inégalités sociales parmi les Belges se creusent et se renforcent⁴ et le taux de pauvreté est de 16% en Belgique (LIS 2012). Au niveau mondial, ces inégalités n'ont jamais été aussi importantes⁵, et le mouvement va en se renforçant : 8% des plus riches de la planète détiennent 83% des richesses totales tandis que les 69% les plus pauvres ne détiennent que 3% des richesses mondiales⁶.

Le bilan écologique de notre société n'est pas plus positif. Perte de la biodiversité, rejets massifs de gaz à effet de serre, enfouissement de déchets polluants, surexploitation des ressources naturelles, pollution des eaux, des sols, (et) de l'air,... autant de conséquences de notre mode de développement occidental. Les résultats des enquêtes du GIEC nous mettent en garde : pour éviter une crise environnementale majeure, une réduction de 85% de nos émissions de gaz à effets de serre est requise⁷. L'urgence d'une action se trouve tous les jours réaffirmée, alors même que les dirigeants et le monde économique ne parviennent pas à apporter des solutions crédibles.

Enfin, nous nous trouvons face à une crise anthropologique : manque de questionnement sur le sens de l'existence, recul de la spiritualité⁸, refuge dans la consommation de masse, marchandisation de pans de plus en plus nombreux de nos existences, primauté de l'avoir sur l'être, délitement du lien social... Notre mode de développement a également un impact important sur nos modes de vie et notre manière d'envisager le bonheur.

Ces crises, bien que brossées de manière non-exhaustive (et l'on peut aussi relever les succès de notre développement), interpellent par leur profondeur et ne peuvent laisser indifférents les étudiants-citoyens que nous sommes. Elles laissent la conviction que nous ne pouvons faire l'impasse sur ces questions lors de notre réflexion sur l'éducation et l'Université, et à fortiori, ne pouvons nous dire qu'il revient à d'autres de se les poser dès le moment où, une fois diplômés, nous prendrons en main des secteurs importants (politiques, culturels, économiques,...) de la société.

2. Responsabilité du mouvement étudiant par rapport à ces crises

Pourquoi le mouvement étudiant, et plus spécifiquement l'AGL, devrait-il se préoccuper de cette situation de crise et agir? De nombreux arguments nous poussent à aller en ce sens.

Premièrement, le mouvement étudiant, historiquement, a permis de réveiller la société civile et d'enranger des acquis sociaux non négligeables de par le monde : l'opposition à la guerre du Vietnam sur les campus américains, les révoltes étudiantes face au Parti Communiste chinois en 1989 qui seront écrasées dans le sang sur la place Tian'anmen, Mai 68, le printemps érable au

³ Il s'agit de 27% des 15-24 en Région Wallonne et 31% de cette classe d'âge en Région bruxelloise (Starbel 2013).

⁴ Le coefficient de Gini s'élevait à 0,24 en 1990 et à 0,31 aujourd'hui.

⁵ Voir annexe 6.1. : La coupe de champagne.

⁶ DAVIES J., *The Global Wealth Pyramid*, Credit Suisse Global Wealth, Databook 2013.

⁷ Quatrième rapport d'Evaluation du GIEC, Changements climatiques 2007.

⁸ La spiritualité mentionnée ici n'est pas à considérer dans un sens nécessairement religieux.

Québec où huit mois de grève estudiantine ont engendré des élections anticipées et le retrait de la loi qui doublait les frais de scolarité, les étudiants turcs qui furent extrêmement présents dans les manifestations dénonçant les abus de pouvoir du premier ministre Erdogan, etc. Les exemples sont innombrables et démontrent de la puissance du mouvement étudiant, ainsi que de son impact réel sur les changements de société.

L'AGL a, elle aussi, l'habitude de se positionner sur des enjeux qui dépassent la simple représentation étudiante, comme ce fut le cas lors du soutien aux sans-papiers en 2008 ou, déjà en 1999, par la dénonciation de la dictature birmane.

Par ailleurs, deux des missions de l'AGL consistent en l'information et la défense des étudiants. Ceux-ci sont les acteurs et les décideurs de la société de demain, et, à ce titre, ils doivent être conscients des enjeux importants des prochaines décennies. En effet, ils ont de leur côté l'atout de la jeunesse et une place de choix dans la société civile, il est donc de leur devoir de s'intéresser à ces crises.

Enfin, rappelons que la troisième mission de l'Université est le service à la société. En tant que lieu d'indépendance d'esprit, de recherche, de sens critique, elle se doit de jouer un rôle primordial dans la société; un rôle de remise en cause des modèles dominants et des perspectives à long terme. L'AGL souhaite, à l'instar de notre Université, inscrire également son travail dans cette troisième mission.

3. Faiblesse des réponses actuelles à ces crises

Face à la multiplicité des enjeux auxquels notre société du XXI^e siècle doit faire face, le monde politique et économique dominant apporte une réponse globale : la croissance économique. Ce serait via la recherche de la croissance économique (c'est-à-dire l'augmentation de la production et de la consommation de biens et de services marchands) que pourraient être résolues les crises économiques, sociales et environnementales. Ainsi, ces dernières années, les autorités politiques et économiques ont mis en place des plans de rigueur (dont souffrent aujourd'hui les services publics comme l'enseignement supérieur) et des mesures de relances ayant pour objectif affiché de rétablir une croissance chancelante.

Or, l'argumentaire développé ci-dessous visera à montrer que cette solution n'est ni réaliste, ni souhaitable pour répondre aux défis de notre génération. Peu réaliste car elle ignore les limites de la planète. Peu souhaitable car les solutions basées sur la croissance économique n'ont pu tenir les promesses d'émancipation qu'elles ont formulées tout au long des XX^e et XXI^e siècles, même si elles purent améliorer le niveau de vie de quantité de personnes dans les pays occidentaux.

Tout d'abord, la richesse matérielle d'une société participe-t-elle à l'épanouissement de ses membres, comme il est enseigné dans nos départements d'économie ? Autrement dit, dans quelle mesure l'augmentation du bonheur des membres de la société est-il lié à une augmentation de leur opulence matérielle ? » La prospérité (littéralement, ce qui est conforme à nos espérances) peut-elle être approchée par celle-ci ? La recherche empirique contemporaine (qui renoue par là avec la plupart des traditions philosophiques anciennes comme modernes) révèle que le lien attendu entre

la croissance économique et le bien-être de la population n'est pas systématique. En effet, lorsqu'une population est très pauvre, il existe une corrélation positive entre une amélioration de son bien-être et une augmentation de ses richesses. Par contre, pour une population avec un niveau relativement élevé d'opulence (comme les pays occidentaux), il n'y a plus aucune corrélation entre bien-être et richesse matérielle : il ne fait pas meilleur vivre dans un pays plus riche⁹. Dans certains pays, comme la Belgique par exemple, la richesse du pays a augmenté de manière importante depuis 1975, mais la satisfaction de vie y a légèrement diminué au cours de la même période¹⁰.

Ceci est dû à de nombreux facteurs, et notamment au fait qu'on ne considère pas notre bien-être par rapport à un niveau de richesse absolu, mais bien par comparaison : comparaison par rapport à notre situation antérieure, par rapport aux autres membres de la société, ou par rapport aux normes sociales existantes¹¹. Un autre facteur mis en avant par d'autres auteurs¹² est que le délitement du tissu social, étroitement lié au développement du consumérisme, est un facteur qui influence le bien-être à la baisse. Dans les pays riches, le niveau des richesses n'a donc très probablement qu'un impact minime voire négatif sur le bien-être. Par contre, d'importantes études ont mis en évidence que le degré d'égalité d'une société est étroitement corrélé à son niveau de bien-être : plus une société est égalitaire, plus ses membres (même les plus riches) sont en bonne santé, bien éduqués, et s'estiment heureux¹³. C'est donc davantage dans cette direction qu'il convient de cheminer.

Si le degré d'égalité d'une société importe, il s'agit dès lors de déterminer si les solutions basées sur la croissance économique sont porteuses d'une réduction des inégalités. Celles-ci se basent sur l'idée qu'en faisant grossir l'économie, et en répartissant de manière équitable les fruits de la croissance économique entre travailleurs et patrons, des augmentations de salaire pour tous sont possibles, tout comme une augmentation du financement des services publics. La croissance économique tuerait donc les inégalités à petit feu... Or, l'on est forcé d'admettre que le compromis qui unissait patronat et syndicats pour le partage des fruits de la croissance économique n'a plus cours aujourd'hui, les fruits de la croissance étant davantage captés par les détenteurs de capital. Le chômage, facteur de pauvreté, est loin d'être éradiqué et les inégalités sociales en Belgique se creusent et se renforcent¹⁴. Par ailleurs, le coût de l'augmentation de la croissance économique exige aujourd'hui des sacrifices qui bien souvent sont supportés par les moins favorisés de la société. La croissance devant permettre la réduction des inégalités, au sein d'un jeu complexe d'institutions (comme la concurrence mondiale) qui est le nôtre et qui n'est pas prêt de changer, se révèle donc être un facteur d'inégalité.

Qu'en est-il de la capacité du modèle actuel à résoudre la crise environnementale ?

Si l'on se réfère aux travaux du GIEC et que l'on souhaite ne pas dépasser les 2° Celsius d'augmentation de la température terrestre aux alentours de 2050, il est nécessaire de diminuer les

⁹ Voir annexe 6.3. : Alternatives économiques, croissance, bien-être et développement durable, n°266, février 2008.

¹⁰ Voir annexe 6.3. : Tableaux 2 et 3 : Lien entre la satisfaction de vie et le PIB.

¹¹ DE LA CROIX D. et DENEULIN S., *Relativité de la satisfaction et croissance économique*, policy paper : <http://perso.uclouvain.be/david.delacroix/popular/satisfac.html>

¹² ARIES P. *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, éditions La Découverte, Paris, 2011.

¹³ Voir annexe 6.4. : Wilkinson R. et Pickett K., *The spirit Level: Why equality is better for everyone?*, Penguin books, 2009.

¹⁴ Le coefficient de Gini s'élevait à 0,24 en 1990 et à 0,31 aujourd'hui.

émissions de gaz à effet de serre mondiales dans l’atmosphère de 85% d’ici cette date, ce qui correspond à 4,9% par an. Cet objectif contraint toute politique économique, et ce de manière sérieuse. Le modèle actuel tente de répondre à ce défi de deux manières. La première est en donnant un prix à la nature et à l’environnement. L’idée est qu’en rendant leur dégradation payante, on va dés-inciter les acteurs de polluer. Fleurissent donc des quotas d’émission de gaz dans l’atmosphère, des politiques de privatisation et de marchandisation de la nature (l’eau), etc. dans le but d’une meilleure utilisation des ressources. La seconde idée pour répondre au défi environnemental est que les technologies vertes, devenant de plus en plus efficaces, permettront de diminuer constamment l’empreinte écologique des biens que nous consommons. Ces deux pistes de solution ont l’intérêt d’être des moteurs de croissance économique, ouvrant de nouveaux marchés pour les premières, et étant une niche d’innovations pour les secondes.

Or, dans un monde où la population ne cesse d’augmenter, il n’est pas possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre sans diminuer la taille de l’économie. La porte de sortie fréquemment invoquée est que les technologies permettront de “décarboniser l’économie”. Si cette piste est effectivement souhaitable, elle demeure limitée : les développements technologiques permettraient chaque année d’augmenter de 0,7% par an l’efficacité énergétique jusqu’au début du XXI^e siècle (ce qui a tout juste compensé l’augmentation de la population). Dans ces conditions, pouvoir maintenir une croissance économique mondiale nécessiterait des innovations technologiques bien plus performantes que celles dont nous disposons actuellement. L’économiste Tim Jackson estime qu’il faudrait que les technologies soient 98% plus efficaces en 2050 qu’aujourd’hui¹⁵, ce qui serait représenterait un progrès dix fois plus important que ceux réalisés depuis la révolution industrielle, et ce en dix fois moins de temps. Cette possibilité est d’autant moins réalisable que l’efficacité énergétique est limitée supérieurement par la réalité physique des procédés de production économique¹⁶. Par ailleurs, de nombreux auteurs¹⁷ ont mis en évidence un effet pervers des gains d’efficacité énergétique appelé « effet rebond »: l’amélioration de l’efficacité énergétique d’un procédé permet de réaliser des économies d’énergie et de capital financier qui seront ensuite réinjectées dans la production et/ou la consommation d’autres biens. Par exemple, si une voiture consomme moins d’essence par cent kilomètres – un trajet roulé en voiture coûte donc moins cher-, le conducteur choisira soit de rouler plus de kilomètres, soit d’acheter d’autres biens avec l’argent qu’il aura économisé.

La manière dont le système actuel envisage de résoudre les défis environnementaux semble donc compromise, et la poursuite de la croissance économique semble être directement liée à de sérieux problèmes environnementaux à venir.

4. Repenser la prospérité

Au vu de l’impasse des solutions proposées actuellement par le politique, l’AGL estime qu’il est illusoire de vouloir prolonger le modèle de développement qui a eu cours au XX^e siècle et se prononce donc en faveur de propositions alternatives. Convaincue qu’elle ne peut détenir un savoir

¹⁵ JACKSON T., *Prospérité sans croissance*, DeBoeck-Etopia, 2010.

¹⁶ VERMEULEN O., *Impacts des limites de l’efficacité énergétique sur la production économique*, EPL, 2013.

¹⁷ JEVONS Williman Stanley, BOULANGER Paul-Marie, JACKSON Tim,...

qui est encore à construire pour faire face à la complexité des crises actuelles, l'AGL ne peut se permettre de concevoir une solution toute faite. Elle peut cependant émettre des idées directrices qui balisent son orientation générale.

4.1. Ne pas réduire le développement durable à l'écologie

Bien des gens réduisent le concept de développement durable à la préservation de l'environnement. Il s'agit d'un réductionnisme puissant, qui ne prend pas en compte des dimensions essentielles du développement durable.

En effet, le développement durable est basé sur trois sphères irréductibles à la seule prise en compte de l'environnement : l'être humain vit d'abord et avant tout dans une biosphère - la planète terre qui a une capacité et des ressources limitées; ensuite, il organise des interactions (sociales, économiques, politiques) avec les autres individus dans une société portant certaines caractéristiques spécifiques – sphère sociale; enfin, à l'intérieur de cette sphère sociale, il tente d'améliorer ses conditions matérielles et d'organiser sa vie économique –sphère économique. Il y a donc lieu, comme le montre le schéma en annexe¹⁸, de considérer une biosphère qui englobe la société humaine, au sein de laquelle s'organise l'économie. Le développement durable a pour but, au travers de ces trois dimensions, “d'assurer un développement qui répond aux besoins [de tous] du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs”¹⁹.

La réponse aux crises mentionnées ci-dessus passera donc par une réappropriation de l'économie par la société. Rappelons que l'économie est un moyen de faciliter la vie en société et se doit donc d'être au service des hommes - et non le contraire - dans les limites de la planète.

4.2. Comment concrètement repenser la prospérité ?

Pour concrétiser une réappropriation de l'économie par la société, le maître mot des politiques publiques actuelles – la poursuite de la croissance économique – doit être remis en question. Comme les paragraphes précédents l'ont montré, celui-ci ne permet pas ou plus d'assurer une prospérité équitablement partagée, dans le respect de l'environnement. Une telle remise en question, qu'on appelle prospérité sans croissance ou objection de croissance, est donc d'abord une condition pour la préservation de l'environnement dans lequel évoluent les sociétés humaines. Mais elle consiste également en un levier puissant pour repenser la manière dont sont abordés les problèmes sociaux aujourd'hui, et particulièrement les inégalités criantes et le délitement du lien social. Il s'agit, enfin, d'une occasion de réfléchir à nos modes de vie et de réinventer un projet de société capable de répondre à nos besoins spirituels et relationnels. Si l'aiguillon de la société n'est plus guidé par la poursuite de la croissance économique, quel cap doit-il suivre ? Nous avons la conviction que le meilleur guide pour redéfinir le cap est la poursuite de la démocratisation et de l'émancipation collectives de nos populations, via un processus démocratique. C'est par la discussion et le débat

¹⁸ Voir annexe 6.5.: I. CASSIERS, LECON2421 Histoire du développement économique et social.

¹⁹ Rapport Brundtland, définition du Développement Durable

que peuvent être retenus les meilleurs changements à apporter à nos sociétés. Il est donc nécessaire de nouer des liens avec une démocratie véritable et non soumise au monde économique²⁰.

Repenser la prospérité dans ces termes implique de ne pas « faire comme aujourd’hui avec moins », mais bien de repenser une série de pratiques actuelles afin de développer une société d’abondance, où l’abondance ne serait pas matérielle mais relationnelle²¹. Il est d’ores et déjà possible de repenser une série de pratiques (d’alimentation, d’habitat, d’éducation,...) afin de montrer les possibilités d’existence et de généralisation d’alternatives à une société de croissance économique.

4.3. Moyens d’action

Afin d’atteindre les objectifs explicités ci-dessus, trois moyens d’action complémentaires sont à mettre en œuvre conjointement.

Tout d’abord, la transition vers une société plus durable se réalisera via une série d’innovations sociales, initiatives mutuelles et communautaires. Celles-ci permettent en effet de montrer et de mettre en place concrètement des alternatives possibles à la société croissantiste actuelle : potagers urbains ou collectifs, groupement d’achat commun, paniers bios, covoiturage, ... Ces nouvelles façons de vivre ensemble sont un appui essentiel pour pouvoir mener un combat politique.

Car il va sans dire qu’un changement d’une telle ampleur de nos sociétés ne se fera pas sans l’implication du pouvoir politique. Celui-ci est en effet un acteur indispensable capable d’insuffler des changements profonds de nos sociétés. Or, cette volonté politique sera encouragée par des mouvements citoyens qui vivent déjà le développement durable au quotidien. L’AGL, en tant qu’instance politique non partisane a donc un rôle à jouer à travers ce deuxième moyen d’action.

Enfin, la transition passe aussi par des changements individuels dans nos modes de vie. D’une part, par souci de cohérence et de crédibilité par rapport à nos revendications ; d’autre part, par un effet de tache d’huile, ces comportements pourront se propager dans la société.

5. Propositions pour notre Université

Dans le contexte décrit, l’Université se doit d’être un moteur de la transition durable, et ce à travers ses différentes missions. En effet, c’est aussi la peur du changement qui paralyse nos sociétés dans les multiples crises que nous connaissons actuellement. En tant qu’acteur de premier plan de nos sociétés, l’Université est responsable de montrer l’exemple en se dirigeant sur la voie du développement durable.

Premièrement, afin de réduire les inégalités criantes d’aujourd’hui, nous voulons un enseignement universitaire démocratique et accessible à tous, qui permettrait à celui qui le veut, quel que soit son capital économique ou socio-culturel, d’entreprendre les études qu’il désire.

²⁰ Le concept de démocratie participative est une direction à privilégier et approfondir.

²¹ De BOUVER E., *Moins de biens plus de liens – La simplicité volontaire, un nouvel engagement social*, Charleroi, éditions Couleur Livres, 2008.

Ensuite, plus qu'une simple offre de formation, nous considérons l'Université comme un lieu de créativité, de savoirs critiques, d'émancipation individuelle et collective²². Dès lors, l'enseignement dispensé à l'Université doit avoir pour but de former des Citoyens Responsables Actifs Critiques Solidaires (CRACS). Cela passe d'une part, par la mise en place de conditions nécessaires au développement de l'engagement extra-académique des étudiants (du temps, une cohésion sociale, une reconnaissance...) et d'autre part, par un enseignement avec des contenus plus réflexifs et des méthodes plus participatives.

Au niveau de la recherche, une valorisation des recherches interdisciplinaires et de long terme (ne pas se limiter à trois ans) dans tous les secteurs est primordiale. En effet, la course au ranking et la compétition scientifique omniprésente entre institutions favorisent la recherche monodisciplinaire et sur le court terme. Or, la recherche pour le développement durable implique des dimensions trans- et interdisciplinaires et se trouve actuellement développée.

Cette recherche nécessite aussi la consultation de nombreux acteurs (experts, politiques, acteurs du terrain, société civile, étudiants) puisqu'elle ne peut se satisfaire d'une approche fermée. Par conséquent, l'organisation d'échanges plus réguliers entre chercheurs et notamment les étudiants dans un espace de dialogue constructif et participatif nous paraît indispensable.

En ce qui concerne le service à la société, il est clair que le rôle de l'Université ne se limite pas à la réalisation économique des technologies créées au sein de notre institution. L'Université a aussi une responsabilité sociétale en termes de solidarité, de développement culturel et d'engagement social et elle doit concrétiser ses intentions dans ces domaines. L'UCL a aussi une responsabilité internationale, en plus de son apport régional qui est largement reconnu et se doit, lorsque la situation l'exige, d'oser prendre des positions fortes qui sont en ligne avec ses valeurs, même si celles-ci vont à l'encontre de la tendance politique.

Voici donc une nouvelle impulsion que l'AGL propose à l'Université dans la définition et la réalisation de ses trois missions, ainsi que dans son fonctionnement.

Nous demandons donc au Conseil AGL d'acter la ligne politique du développement durable conformément à cette note.

²² Note pour une université plus citoyenne et critique adoptée en 2012 par le conseil AGL : <http://www.aglouvain.be/site/attachments/Une%20universit%C3%A9%20critique%20et%20citoyenne.pdf>

6. Annexes

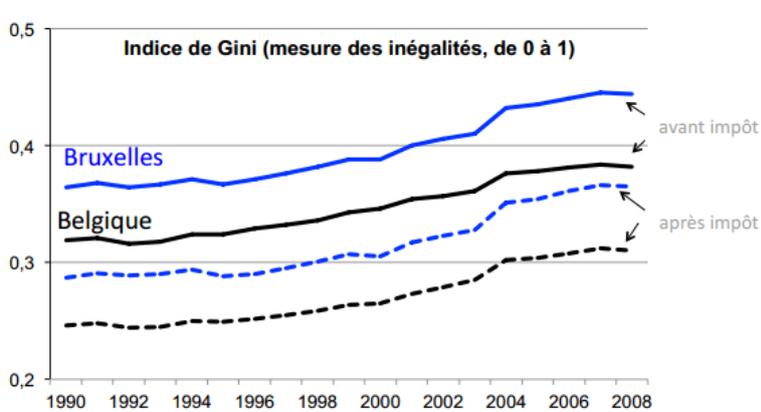
6.1. L'inégalité dans la répartition des revenus au niveau mondial

La coupe de champagne est le schéma habituellement utilisé pour démontrer les inégalités mondiales. Chaque tranche verticale représente 20% de la population mondiale et le pourcentage associé représente la part des revenus mondiaux de chaque tranche de population.



Source : DEFEYT P., *Le partage du gâteau économique mondial entre pays riches et pauvres*, Institut pour un Développement Durable, juin 2005.

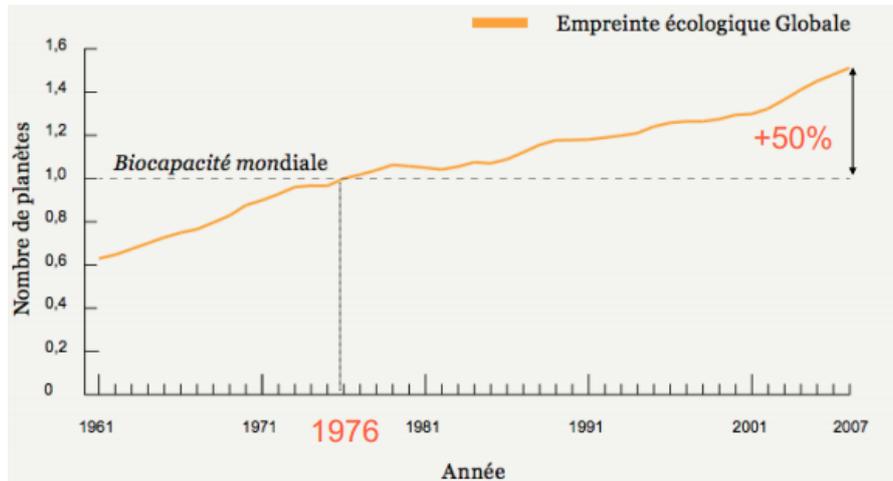
Le coefficient Gini mesure les inégalités de revenu au sein d'une population : il varie entre zéro (égalité parfaite) et un (inégalité parfaite). Nous remarquons une hausse du coefficient Gini en Belgique entre 1990 et 2006 et donc une croissance des inégalités en Belgique.



Source : SPF Economie, Statistics, Belgium.

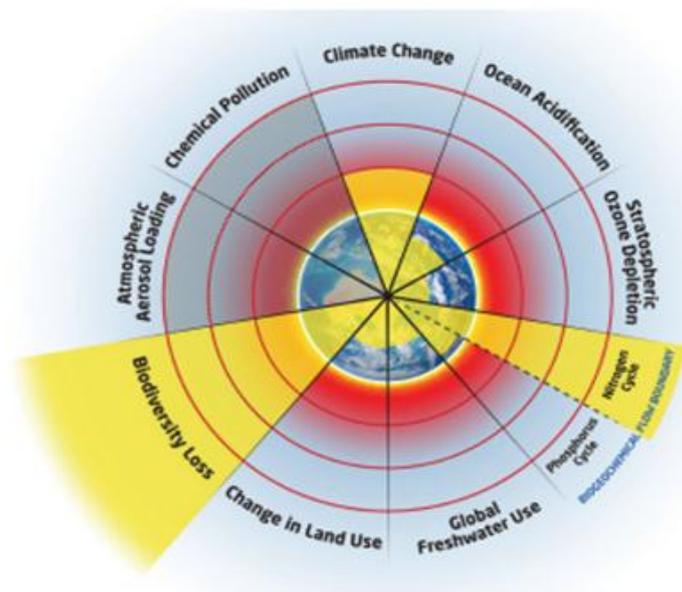
6.2. Un défi environnemental majeur

La biocapacité mondiale désigne la capacité de la planète Terre à générer une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation. L’empreinte écologique globale a dépassé depuis 1976 la biocapacité mondiale et a augmenté de 50% depuis 1976.



Source : Global Footprint Network 2010

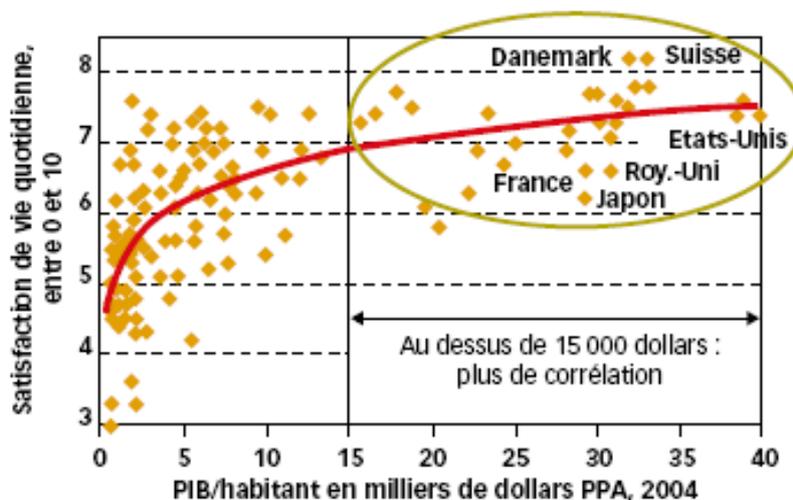
Ce graphique représente les différentes limites environnementales et la situation actuelle. Nous remarquons une situation dangereuse et le dépassement de limites dans de nombreux domaines et surtout en ce qui concerne le changement climatique, la perte de biodiversité et le cycle nitrogène.



Source : Rockström et al, Nature 461, 2009.

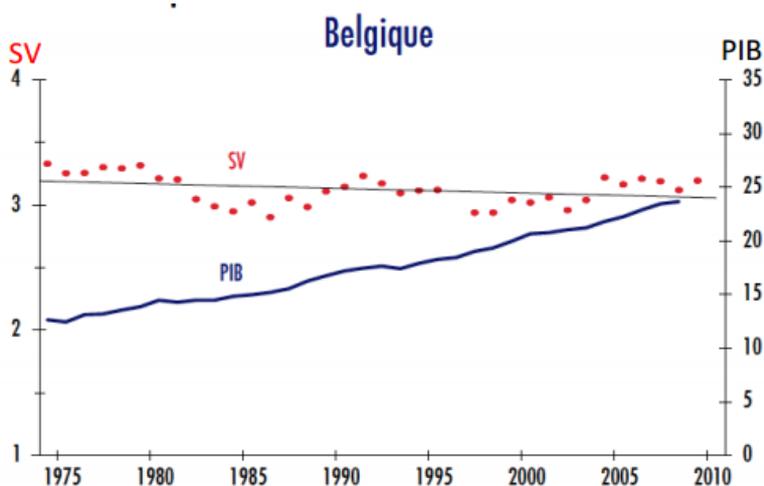
6.3. Lien entre le PIB et la satisfaction de la vie

Ce graphique analyse la relation entre le PIB par tête et la satisfaction de vie quotidienne. Nous constatons que la croissance du PIB à partir d'un certain seuil (\$15 000) n'a plus de lien avec la croissance de la satisfaction quotidienne



Source : Alternatives économiques, croissance, bien-être et développement durable, n°266, février 2008 d'après *The Happy Planet Index*, New Economic Foundation, 2006.

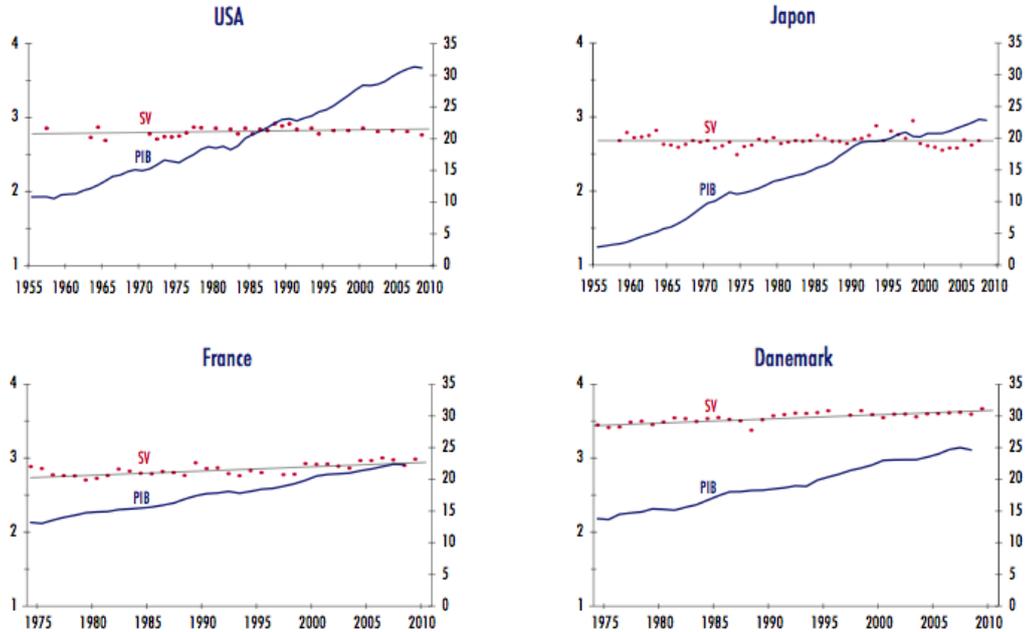
Ce graphique démontre le lien entre la satisfaction de vie et le PIB en Belgique. Même si nous avons connu une croissance du PIB depuis 1975, nous constatons que celle-ci n'est pas corrélée avec une croissance dans la satisfaction de vie des Belges.



Source : CASSIERS I. et DELAIN, 2006 mis à jour en 2010.

Le lien entre satisfaction de vie et PIB dans différents pays

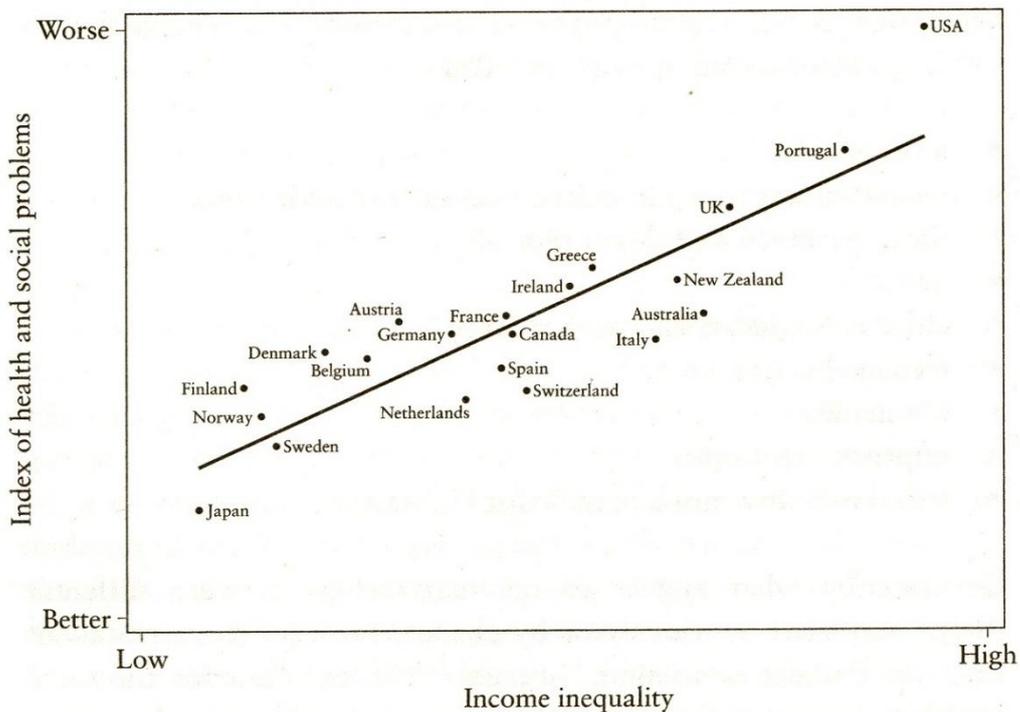
PIB réel par habitant (en milliers de dollars GK, échelle de droite)
 et évaluation de satisfaction de vie (SV) moyenne (échelle de gauche)



Source : CASSIERS I. et DELAIN, 2006 mis à jour en 2010.

6.4. Inégalité et problèmes sociaux et de santé

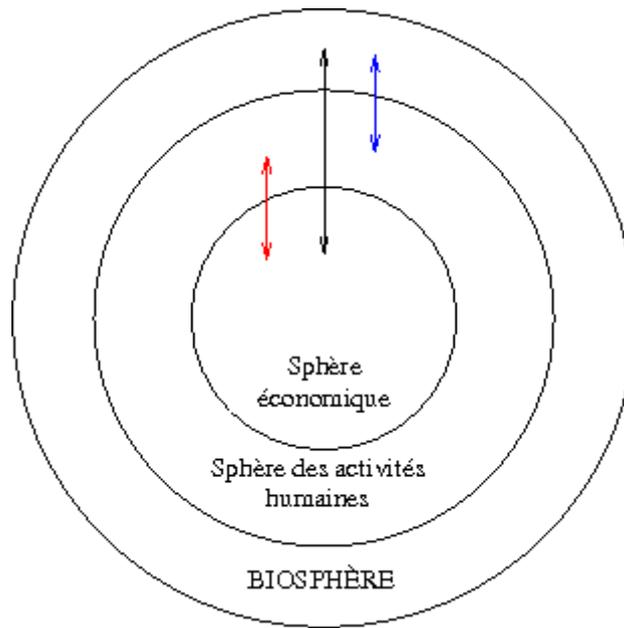
La relation positive entre les inégalités en termes de revenu et un index des problèmes sociaux et de santé est clairement démontrée dans ce graphique. Une réduction des inégalités en termes de revenu permettrait donc de diminuer les problèmes sociaux et de santé.



Source: Wilkinson R. et Pickett K., *The spirit Level: Why equality is better for everyone?*, Penguin books, 2009.

6.5. Les trois sphères du développement durable

Ce graphique montre les différentes sphères dans lesquelles l’homme interagit. Il met en évidence l’encastrement de l’économie dans le tissu social des activités humaines, lui-même s’inscrivant dans un environnement déterminé : la biosphère



Source : PASSET R., *L'économie et le vivant*, 1979.